

Communiqué de presse
mardi 22 janvier 2019



Lancement de la campagne européenne Stop Impunité !

« Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales »

Une coalition de plus de 150 organisations de 16 pays européens rend publique ce mardi 22 janvier une pétition pan-européenne demandant aux dirigeants européens de mettre fin au système de justice d'exception dont bénéficient les entreprises multinationales et d'introduire des régulations contraignantes pour qu'elles respectent les droits humains et l'environnement : www.stop-impunite.fr

Lancée en marge de l'ouverture du sommet de Davos, et au lendemain de la réception à Versailles de 150 dirigeants d'entreprises par Emmanuel Macron, la campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales », dont la pétition n'est que le premier volet, vise à mobiliser largement les citoyens tout au long de l'année 2019 autour d'objectifs atteignables :

- révoquer les clauses d'arbitrage entre investisseurs et États dans les traités existants ou en cours de négociation ;
- appuyer les négociations et la ratification d'un traité onusien sur les multinationales et les droits humains, ainsi qu'adopter une directive européenne sur le devoir de vigilance.

Plus de quarante entreprises « partenaires industriels » du Forum économique mondial de Davos sont impliquées dans des règlements d'arbitrage investisseurs-Etats (ISDS). C'est par exemple le cas de Total contre l'Ouganda, et de Vattenfall contre l'Allemagne. Une action est organisée ce mercredi 23 janvier, dans les rues de Davos.

Plus de 3400 traités et accords protègent en effet les investissements des multinationales tandis qu'aucun texte international juridiquement contraignant ne garantit le respect des droits humains et de l'environnement par les multinationales.

Pour les organisations impliquées dans cette campagne, il est temps d'inverser cette tendance et de mettre fin à l'impunité dans laquelle ces entreprises opèrent en les rendant juridiquement responsables des impacts de leurs activités, ainsi que de ceux de leur filiales, fournisseurs et sous-traitants. Cela permettra de donner accès à la justice aux travailleur.e.s et communautés affectés dans le monde entier.

A l'échelon français, 42 organisations se sont déjà engagées dans cette campagne.

Notes pour les rédactions:

- site français : www.stop-impunite.fr
- site européen : www.rules4corporations.org
- notre dossier de presse en ligne sur le site www.stop-impunite.fr
- liste des organisations françaises qui ont déjà rejoint la campagne : *ActionAid France - Peuples Solidaires; Aitec; Alofa tuvalu; Alternatiba; Amis de la Terre France; Attac France; Banana Link; Bizi; Bloom; CCFD-Terre Solidaire; Ceras; CGT; Collectif Ethique sur l'étiquette; Collectif Roosevelt; Comité Pauvreté et Politique; Commerce Équitable France; Confédération paysanne; CRID; Fédération Artisans du Monde; Fondation pour la Nature et l'Homme; Fondation Copernic; foodwatch France; France Amérique Latine; France Libertés; France Nature Environnement; FSU; Greenpeace France; Institut Veblen; Le Mouvement; Ligue des droits de l'Homme; Notre affaire à tous; ReAct; Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne de France; Secours Catholique - Caritas France; Sherpa; Stop TAFTA CETA; StopTafta14; Sum of us; Syndicat de la Magistrature; Terre des Hommes France; Union syndicale Solidaires; We Move*

Contacts presse :

AITEC – Maxime COMBES

maxime.combes@gmail.com – 06.24.51.29.44

Amis de la Terre France - Juliette RENAUD

juliette.renaud@amisdelaterre.org – 06.37.65.56.40

ATTAC France - Carole PEYCHAUD

carole.peychaud@gmail.com – 06.24.67.53.88

CCFD-Terre Solidaire - Louis MOREAU

l.moreau@ccfd-terresolidaire.org – 07.80.35.69.00

Collectif Stop TAFTA - CETA et accords de libre-échange – Laurent CIARABELLI

laurent@attac.org – 06.51.77.24.78

Institut Veblen – Mathilde DUPRE

dupre@veblen-institute.org – 06.77.70.49.55